



CCCSO MISE À JOUR DES NÉGOCIATIONS 2014/2015

L'ÉCOLE – C'EST NOTRE AFFAIRE

12

Dates à retenir

Les 8, 10 et 23 juin –
dates d'audience à la CRTO

Le 23 novembre 2015 –
contestation fondée sur la
Charte (avec d'autres
syndicats) sur le projet de
loi 115

Le 24 mai 2015

Comme vous le savez, nous procéderons avec une audience auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) en juin afin de déterminer les articles qui feront l'objet de négociation centrale par rapport à ceux qui seront négociés localement. Nos dates d'audience ont été fixées au 8, 10 et 23 juin. Tous les mémoires, ceux du SCFP comme ceux de l'équipe patronale, ont été déposés au cours des dernières semaines. Nous avons demandé au président de nous transmettre une réponse complète par écrit expliquant la raison d'être de la décision qu'il rendra. Nous nous attendons à ce que cela prenne un certain temps.

Ni le SCFP, ni l'équipe patronale, peuvent déposer une demande de conciliation afin d'être en position de grève ou de lock-out tant et aussi longtemps que la CRTO n'a pas rendu sa décision sur la question de savoir lesquels de nos enjeux seront négociés centralement par rapport à localement.

Le comité de négociation se réunira pendant deux jours avant la tenue du Congrès de la DO pour discuter du calendrier de négociations et de la façon dont nous envisageons de procéder par la suite.

Mise à jour sur les secteurs

Les choses ont beaucoup évolué au cours des dernières semaines. Comme vous le savez, les conseils scolaires de Durham, de Rainbow et de Peel ont fait l'objet de moyens de pression par la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO). Cette dernière a aussi entamé des grèves du zèle d'ordre administratif à Ottawa et à Halton. La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO) a lancé la première étape d'une campagne de grève du zèle, à l'échelle de la province. Entre autres choses, elle a réussi à empêcher l'administration des tests de l'OQRE dans les écoles élémentaires publiques de langue anglaise.

Les travailleurs de l'éducation représentés par le SCFP ont été très présents sur les lignes de piquetage des trois régions où les enseignants du secondaire sont en grève. Nous avons soutenu la grève du zèle de la FEEO. Nous remercions tous ceux qui se sont joints aux lignes de piquetage aux côtés des enseignants ainsi que tous ceux qui ont montré leur appui d'autres façons. Une chose est certaine, la solidarité gagne des grèves. Nous devons absolument continuer de manifester notre soutien aux grévistes. (La section locale SCFP 895 du district de Rainbow a déposé une plainte de pratique déloyale de travail auprès de la CRTO parce que l'employeur a infirmé un temps libre ayant été préalablement approuvé pour empêcher l'Exécutif de la section locale de participer à un rassemblement à l'appui de la FEESO).

Comme vous le savez aussi, les conseils scolaires de Durham, de Rainbow et de Peel ont invoqué une demande de grève illégale contre la FEESO auprès de la CRTO, affirmant que ces grèves ne sont pas des grèves locales, mais qu'elles visent plutôt à faire pression sur la table de négociation centrale. Les conseils scolaires ont introduit comme preuve des images de pancarte de grève et des articles de journaux citant des enseignants discutant de la taille des classes (un enjeu à la table centrale). Initialement, les conseils scolaires demandaient à la CRTO d'interdire à la FEESO de communiquer par écrit ou verbalement sur des questions liées à la négociation centrale. Ce serait porter atteinte à la liberté de parole et d'expression. Le SCFP a demandé le statut d'intervenant, affirmant que cette question relevait de la Charte. Le président a persuadé les conseils scolaires de reconsidérer cet aspect de la réparation demandée. Une fois celle-ci retirée, le président a rejeté la demande de statut d'intervenant du SCFP jugeant que, même si ce dernier a un intérêt dans la procédure, il n'a pas un intérêt juridique direct.

Au moment de rédiger ce bulletin, l'audience est terminée et les parties sont en attente d'une décision. Le président est susceptible de se prononcer sur cette question quelque part entre le lundi 25 mai et le mercredi 27 mai.

Dans l'intervalle, le gouvernement provincial a demandé à la Commission des relations de travail en éducation (CRTÉ) d'examiner la situation afin de déterminer si l'année scolaire est en péril à l'un ou l'autre des trois conseils scolaires où les moyens de pression ont été pleinement exercés. Dans l'éventualité où le CRTÉ devait trouver que l'année scolaire pourrait être menacée, Kathleen Wynne a indiqué qu'elle est prête à adopter une loi de retour au travail.

Tard dans la journée du samedi 23 mai, la FEESO a annoncé que la négociation centrale est de nouveau dans une impasse. Elle a déposé une demande de conciliation.

Les membres de l'*Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA)* lui ont donné un solide mandat de grève. Nous avons cru comprendre que l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) procède également à des votes de grève.

Autres tables du personnel de soutien

La FEEO a été entendue par la CRTO pour déterminer si la supervision serait considérée comme une question centrale en ce qui a trait au personnel de soutien qu'elle représente. Bien qu'aucune décision n'ait encore été rendue, la bonne nouvelle est que le président de cette audience n'avait pas pris part à la décision antérieure liée à la surveillance. Il entendait donc la question pour la première fois. Aucune date de négociation n'a été fixée pour le personnel de soutien.

La FEESO a indiqué que des dates en ce qui concerne le personnel de soutien qu'elle représente avaient été fixées. Toutefois, aucune véritable négociation n'est en cours.

Les tables du personnel de soutien de la FEESO et de la FEEO négocieront en juin. Nous partageons des informations sur nos demandes afin de ne pas fragiliser les positions que d'autres peuvent prendre.

Faire pression sur le gouvernement

Nous avons rencontré l'*OECTA*, la FEESO, la FEEO et l'AEFO pour discuter d'une forme d'action politique lors de l'Assemblée générale annuelle du Parti libéral. L'AGA aura lieu du 5 au 7 juin à Collingwood. Nous participerons à un rassemblement « Tous debout pour l'Ontario » qui se déroulera le samedi 6 juin de 12 h 30 à 14 h 00. Nous aimerions vous y voir en grand nombre. Plus de détails suivront dans les jours à venir.

Si vous participez au Congrès de la Division de l'Ontario, vous avez probablement reçu un courriel vous demandant d'apporter une chemise blanche ou noire. Nous avons l'intention de tirer profit de ce qu'un grand nombre de travailleurs de l'éducation seront en ville pour faire une impression à Queen's Park. Nous demanderons à des bénévoles d'assister à la période de questions, le mercredi et le jeudi matin. Les chemises noires ou blanches nous permettront de nous démarquer en tant que groupe sans qu'on puisse nous empêcher l'entrée à la galerie (ce qui serait le cas si nous portions des t-shirts avec des messages). Nous en reparlerons lors de la réunion du caucus qui se tiendra le mardi de 15 h 00 à 16 h 30 dans la salle Osgoode-est de l'Hôtel Sheraton.

Autres enjeux

Vous êtes peut-être au courant d'une liste de diffusion liée à « une mise de fonds initiale » à la disposition des conseils scolaires pour explorer des options locales et régionales en ce qui concerne la prestation de services partagés, comme l'entretien des écoles, la planification des immobilisations, la paie, l'hébergement de serveur, l'approvisionnement et le recrutement (RH). Ceci nous préoccupe, car nous représentons des membres qui fournissent ces services en tant qu'employés des conseils scolaires.

Licenciements : dans le cadre de notre campagne revendiquant un examen sérieux de la formule de financement, le chercheur du SCFP national, Paul O'Donnell, étudie les licenciements et les réductions encourus lors du processus budgétaire des conseils scolaires. Il nous faut cette information dès que possible. Veuillez faire parvenir directement à Paul, par courriel à podonnell@cupe.ca, le nombre de postes perdus par classification, y compris suite à l'attrition, à la diminution des heures de travail, à la réduction des années de travail, etc.

Enfin, nous avons envoyé une résolution à tous les présidents des sections locales qu'ils doivent présenter aux conseillers scolaires de votre conseil les invitant à prendre position contre la privatisation de l'électricité. Le projet de vente d'*Hydro One* aura un impact sérieux sur les conseils scolaires. En fait, lorsque la ministre de l'Éducation, Liz Sandals, était à la tête de l'Association des conseils scolaires des écoles publiques de l'Ontario, elle s'était opposée au projet de privatisation de l'électricité des conservateurs, affirmant que les élèves des régions rurales et du nord de l'Ontario seraient les perdants d'une vente de ce genre. Elle avait dit explicitement que « les profits auxquels les investisseurs privés s'attendraient tirer d'*Hydro One* feraient grimper les tarifs d'électricité ». Étant donné que les budgets des conseils scolaires sont au point mort, où les conseillers scolaires trouveront-ils l'argent pour acquitter leur facture d'électricité? Ceci constitue clairement une autre menace pour nos emplois.

Beaucoup de choses sont en marche et la fin de l'année scolaire est toujours occupée. Veuillez assister à vos réunions sectorielles. Rassemblez vos comités de grève et mettez un système en place pour être en mesure de rejoindre vos membres pendant l'été.

Nous devons être prêts à négocier dès que les articles centraux et locaux auront été déterminés. Nous devons pouvoir passer à l'action à l'automne.

AA:gb
sepb491